

*La politique économique et financière du Maroc indépendant*,  
par ANDRÉ TIANO. Un vol., 6 po. X 9½, relié, 284 pages. —  
PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, boulevard  
Saint-Germain, Paris VI<sup>e</sup>, 1963

A. P.

Volume 40, numéro 3, octobre–décembre 1964

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1003393ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1003393ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

P., A. (1964). Compte rendu de [*La politique économique et financière du Maroc indépendant*, par ANDRÉ TIANO. Un vol., 6 po. X 9½, relié, 284 pages. — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, boulevard Saint-Germain, Paris VI<sup>e</sup>, 1963]. *L'Actualité économique*, 40(3), 623–624.  
<https://doi.org/10.7202/1003393ar>

## LES LIVRES

voir de telles conclusions générales tirées d'un si petit nombre de cas. Il ne sera pas du tout convaincu par cette étude que la vie familiale des Canadiens français soit ainsi.

En somme, l'ouvrage n'a de l'intérêt que si l'on se met bien en tête qu'il s'agit de la vie familiale de *quelques* Canadiens français. C'est donc la préface qui prend une grande importance et sur laquelle il faut s'attarder avant d'entreprendre la lecture du volume.

D.G.

**The Role of Debt in the Economy**, par HELEN-J. COOKE. Un vol., 6¼ po. × 9¼, 116 pages. — PUBLIC AFFAIRS PRESS, Washington, D.C. (\$3.25).

Ce livre a un titre un peu décevant. L'auteur ne traite réellement du sujet que dans les quatrième et cinquième chapitres. Ce n'est que dans cette partie du livre que l'auteur traite de l'influence de l'endettement sur les fluctuations économiques.

Tout au long des premiers chapitres, soit les quatre cinquièmes du livre, l'auteur traite des changements dans la composition du portefeuille des individus, des entreprises et des corps publics.

L'auteur nous montre, chiffres à l'appui, que les actions prennent une part de plus en plus grande du marché financier au détriment des obligations, que la période d'échéance des obligations tend à se réduire considérablement depuis les années 1950. De l'effet de ces changements sur les marchés financiers, sur une politique monétaire ou fiscale, il n'est que brièvement question.

Le livre est surtout intéressant par sa volumineuse bibliographie.

R. J.

**La politique économique et financière du Maroc indépendant**, par ANDRÉ TIANO. Un vol., 6 po. × 9½, relié, 284 pages. — PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 108, boulevard Saint-Germain, Paris VI<sup>e</sup>, 1963.

« Pour augmenter la production, il faut utiliser tous les facteurs de production dont on dispose », écrit André Tiano. « Dans certains pays sous-développés, le facteur le plus abondant est la main-d'œuvre et elle n'est pas employée. Dans ces pays donc, la lutte contre le sous-développement s'identifie à la lutte contre le sous-emploi. »

Selon l'auteur, il s'agit surtout d'une transformation des structures. Or, il considère que les dirigeants du Maroc n'ont pas osé, jusqu'à présent, réaliser certains objectifs et se sont surtout contentés de faire des promesses. D'une manière générale, les réformes adoptées par l'État sont trop limitées et trop superficielles pour assurer des résultats valables et il semble que le Maroc attende encore de l'aide extérieure des solutions que celle-ci ne saurait lui apporter. Par ailleurs, le contrôle gouvernemental du commerce et de l'industrie est la condi-

tion *sine qua non* du progrès, car, tout en respectant le rôle de l'entreprise privée, il s'agit d'empêcher la mainmise des intérêts d'une classe et de se préoccuper surtout et avant tout du bien-être de l'ensemble de la population.

En ce qui concerne les contacts avec les autres puissances, l'auteur estime que l'attitude des hommes d'État marocains n'est ni assez ferme, ni assez logique. « Si l'aide des pays développés est indispensable, remarque-t-il, il faut éviter de prendre des mesures radicales qui l'éloigneraient. Par contre, il est possible de prendre des mesures techniques audacieuses, surtout si elles ne sont pas accompagnées de violences verbales. Quand on compte sur une aide publique d'un pays développé, il faut aussi compter avec son opinion publique. Or celle-ci sera plus choquée par les violences que par des mesures techniques. »

L'ouvrage d'André Tiano contient plusieurs opinions dont le réalisme tranche sur les affirmations trop nuancées d'autres auteurs et c'est, certes, une des raisons pour lesquelles il met en relief certains aspects nouveaux des problèmes marocains. Par ailleurs, la lecture de ce livre permet de mieux se rendre compte à quel point il est dangereux d'appliquer dans les pays sous-développés les systèmes politiques et économiques qui, tout en ayant fait leurs preuves dans le cadre du monde occidental, ne sauraient guère convenir à des économies moins avancées.

A. P.

**Economic Planning : The Relevance of West European Experience for Canada**, par L.-A. SKEOCH et DAVID-C. SMITH. Une brochure, 5½ po. × 8½, 88 pages. — CANADIAN TRADE COMMITTEE. (\$2.00).

Dans les premiers chapitres de cette publication, les auteurs posent le problème de la planification économique dans le contexte canadien en partant de la notion générale de planification. Ensuite, on nous propose un résumé de divers types de planification : France, Suède et Pays-Bas.

Le lecteur qui se borne à l'étude présentée dans cette publication n'a cependant qu'une idée bien incomplète de la planification française. On peut reprocher aux auteurs de ne s'être pas documentés aux sources françaises. Dans la documentation ayant servi à cette étude on ne retrouve qu'un article de P. Massé et qu'un mémoire du ministère de la coopération.

Lorsqu'on cite un auteur français, le texte est tronqué de façon telle que l'on fait dire à l'auteur des choses ahurissantes : « ... De 1938 à 1950 le taux global de croissance n'était que de 0.2 p.c. en France et le taux *per capita* n'a pas augmenté. » Que signifient ces taux de croissance pour un pays occupé ? L'auteur a probablement expliqué la signification de ces taux de croissance, on n'en sait rien.

Dans le cas des Pays-Bas, l'étude semble avoir été assez bien faite. Dans l'ensemble, il ne paraît pas y avoir d'inexactitudes. Les auteurs ne nous indiquent cependant pas les buts fondamentaux de la planification néerlandaise :